DIAL

L'actualité en bref - novembre 2004

Nicolas Pinet

mercredi 1er décembre 2004, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

Le XIVe sommet ibéro-américain, qui s'est conclu samedi 20 novembre à San José, la capitale du Costa Rica, a ratifié la création d'un Secrétariat général ibéro-américain (SGI). Le secrétariat entrera en fonction en mars ou avril 2005 si le projet est ratifié par les parlements des 7 pays pour lesquels les statuts des réunions au sommet exigent une ratification postérieure. Il s'agit de créer une continuité institutionnelle entre les réunions qui ont lieu chaque mois de novembre et de fournir un support exécutif et administratif aux déclarations annuelles du sommet. Le projet date du XIIIème sommet, réalisé en 2003 en Bolivie.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a autorisé, fin novembre, l'application de sanctions commerciales d'une valeur de 150 millions de dollars par an contre les Etats-Unis. La décision, qui bénéficiera notamment au Brésil, au Mexique et aux pays de l'Union européenne, applique la sanction la plus dure prévue si aucun accord n'est trouvé entre les parties. Le refus de la part des Etats-Unis de déroger l'amendement Byrd, voté en 2000 et qui prévoit la redistribution des ressources obtenues grâce aux sanctions antidumping sous forme de subventions aux entreprises exportatrices, a motivé l'adoption de la sanction maximale, qui n'a été appliquée que 8 fois depuis la création du tribunal de l'OMC en 1995.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le Congrès états-unien devrait ratifier dans les mois qui viennent le Traité de libre-échange d'Amérique centrale et de République dominicaine (DR-CAFTA pour son sigle en anglais) avec le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, l'Honduras, le Nicaragua et la République dominicaine, qui s'est jointe à l'accord en août. Selon un rapport publié en novembre par l'ONG humanitaire britannique Oxfam, qui s'appuie sur l'expérience de libéralisation commerciale du Honduras dans les années 1990, les conséquences pour les producteurs de riz des pays associés risquent d'être dramatiques : l'accord prévoit l'élimination des barrières douanières, mais les Etats-Unis maintiendront leur politique de subventions agricoles, ce qui provoquera très certainement l'effondrement de la production nationale des pays centroaméricains, comme ce fut le cas au Honduras où la production a chuté de 86% en 10 ans alors que le nombre de producteurs passait de 25 000 à 2 000. En 2003, les producteurs de riz états-uniens ont reçu 1 300 millions de dollars d'aides, soit beaucoup plus que la valeur totale de leur production, estimée en 2002 à 844 millions de dollars.

ARGENTINE

Avant de se rendre à Santiago du Chili pour le Sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC pour son sigle anglais), Hu Jintao, le président chinois, a effectué une visite éclair à Buenos Aires, à la mi-novembre. La visite a été l'occasion de la signature de lettres d'intention entre les 2 gouvernements, qui prévoient notamment le développement d'investissements chinois en Argentine.

Les tribunaux de la province de Buenos Aires ont condamné à 22 ans et 19 ans de prison, respectivement, deux policiers accusés du meurtre (en 2000) de José Rios, âgé alors de 16 ans. L'enquête a prouvé que les policiers avaient déguisé leur crime. Les juges ont ordonné aussi de prolonger l'enquête sur les deux

policiers et sur 30 autres agents et civils dans le but de prouver l'existence d'une association illicite qui, sous le couvert de l'Agence de sécurité d'un des deux policiers, agirait comme escadron de la mort en échange du paiement d'une cotisation mensuelle de la part des habitants de quartiers résidentiels.

BRÉSIL

Vendredi 12 novembre, lors de la visite du président chinois, Hu Jintao, Luiz Inácio da Silva, son homologue brésilien, a finalement reconnu la Chine comme une « économie de marché ». Membre de l'OMC depuis 2001, en tant qu'économie qui n'est pas « de marché », la Chine peut pour cela faire plus facilement l'objet de restrictions et de mesures antidumping de la part des autres pays. Le Brésil se joint ainsi aux plus de 20 pays qui ont déjà reconnu à la Chine le statut d'économie de marché, obéissant ainsi à des intérêts commerciaux. De fait, la concession a eu comme contrepartie la signature de 10 accords destinés à développer le commerce bilatéral. Ces accords bénéficient notamment au secteur de l'agroalimentaire brésilien et prévoient une forte augmentation des investissements et du tourisme chinois au Brésil.
La visite officielle du président russe, Vladimir Poutine, du 21 au 23 novembre, cherche à développer le commerce bilatéral, aujourd'hui limité à quelques produits et à renforcer la coopération, notamment en matière de technologie aérospatiale.

CHILI

Vendredi 5 novembre, le commandant en chef de l'armée chilienne, Juan Emilio Cheyre, reconnaissait dans une déclaration la responsabilité de l'armée dans les violations des droits humains qui ont suivi le coup d'Etat du 11 septembre 1973 : « L'armée chilienne a pris la décision difficile mais irréversible d'assumer les responsabilités qui, en tant qu'institution, lui correspondent dans tous les actes punissables et moralement inacceptables du passé ». « Les violations des droits humains ne peuvent jamais avoir, pour personne, une justification éthique. » La déclaration a été qualifiée de geste « historique » par le président Lagos et accueillie avec prudence par les familles des victimes de la répression.

L'intervention de Cheyre a eu lieu la veille de la remise du rapport de la Commission sur la torture et la prison au président Lagos. La Commission, créée le 11 novembre 2003 et présidée par l'évêque catholique Sergio Valech, ancien vicaire de la solidarité, a recueilli 35 000 témoignages dans tout le pays, pour établir les degrés de participation des diverses institutions chargées de la répression ainsi que des organes militaires et policiers. Le rapport, remis le 6 novembre et maintenu secret dans un premier temps, a été rendu public dimanche 28.

La deuxième salle de la Cour suprême de justice a rejeté à l'unanimité le recours en cassation présenté par le général à la retraite, Manuel Contreras, chef de la DINA (police politique) entre 1973 et 1978 et quelques autres hauts responsables des organismes répressifs. Le recours faisait appel des condamnations prononcées contre eux en s'appuyant sur la décret-loi d'amnistie de mars 1978. La décision de la Cour suprême, prise à la mi-novembre, confirme l'interprétation de la loi qui affirme le caractère permanent du délit de séquestration, jusqu'à l'apparition de la victime, vivante ou morte.

Le premier Forum social chilien, organisé parallèlement au sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC pour son sigle anglais) à Santiago le 19, 20 et 21 décembre a été considéré comme un succès par ses organisateurs. La manifestation initiale de rejet du sommet de l'APEC et de la présence au Chili du président états-unien récemment réélu, George W. Bush, a convoqué quelque 40 000 personnes, se transformant ainsi en une des plus grandes manifestations de ce type depuis le début des années 1990. Environ 7 500 personnes se sont inscrites pour participer aux activités organisées par 200 organisations de la société civile durant le samedi et le dimanche.

COLOMBIE

Le président colombien Alvaro Uribe a reçu Hugo Chávez, président du pays voisin, début novembre à

Cartagena de Indias. La rencontre avait été organisée pour discuter plus avant des projets de gazoducs et oléoducs transfrontaliers qui doivent être construits dans les années à venir pour relier les zones productrices du côté atlantique avec les zones consommatrices du Pacifique asiatique et américain. Alors que les deux gouvernements font montre de fortes divergences politiques, leurs intérêts convergent pour ce qui est de la réalisation de projets touchant au transport du pétrole et du gaz naturel.

CUBA

Le président chinois, Hu Jintao, a finalisé son premier voyage en Amérique latine par une visite à Cuba, lundi 22 et mardi 23 novembre. Les deux pays ont conclu 6 accords de coopération et d'investissement. La Chine, premier producteur d'acier inoxydable du monde est particulièrement intéressée par les réserves de nickel de Cuba, considéré actuellement comme le principal détenteur du minerai.

Lundi 28, plusieurs dissidents cubains, appartenant au groupe des 75 condamnés à de lourdes peines de prison en avril 2003, ont été libérés.

GUATEMALA

La Mission de vérification des Nations-Unies pour le Guatemala (MINUGUA), installée dans le pays depuis 1994, deux avant la signature des accords de paix entre le gouvernement d'Alvaro Arzú (1996-2000), actuel maire de la ville de Guatemala, et la URNG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) incorporée depuis à la vie politique légale, a quitté le pays le 17 novembre, à la fin de sa période de mission. Les accords de paix, signés le 29 décembre 1996, après 36 ans de guerre civile, comptaient 12 points dont la Mission était chargée de veiller à la mise en œuvre. Divers analystes, qui soulignent le rôle important de la MINUGUA pendant ces années, insistent cependant sur le fait que de nombreuses questions abordées par les accords ne sont pas encore résolues, loin s'en faut, et particulièrement en ce qui concerne la situation des indigènes, la distribution de la terre, la sécurité et le respect des droits humains.

MEXIQUE

Chaque année, quelque 5 000 coureurs se relaient pour porter une torche ornée d'une image de la vierge de Guadalupe sur les 5 500 kms qui séparent la capitale du Mexique et l'église de Saint Patrick, à New York. La course, qui a débuté cette année le 10 octobre et s'achèvera le 12 décembre, revendique le droit des immigrants latino-américains à avoir accès aux services de santé et d'éducation états-uniens, ainsi qu'aux libertés civiles et à un travail digne.

VENEZUELA

Le juge chargé de l'enquête sur le coup d'Etat manqué d'avril 2002, Danilo Anderson, est mort à la mi-novembre dans l'explosion de sa voiture qui avait été piégée avec des explosifs. Le président Hugo Chávez a alors annulé son voyage à San José de Costa Rica où il devait participer au Sommet ibéro-américain. Les présidents du Parlement, du pouvoir judiciaire, les autorités électorales, les députés et les dirigeants de tous les partis politiques, les medias, les porte-parole de l'Eglise catholique et l'armée se sont joints au gouvernement pour condamner l'attentat tout en demandant à la population de garder le calme.

Alí Rodriguez, qui était président de l'entreprise nationale Pétroles du Venezuela (PDVSA), a été nommé ministre des affaires étrangères. Pour le gouvernement, il s'agit de renforcer l'importance du pétrole dans la diplomatie vénézuélienne en impulsant une alliance stratégique avec l'Amérique latine et les Caraïbes, et en se préparant à un possible durcissement de la position états-unienne – Condoleezza Rice, la nouvelle secrétaire d'Etat de Washington travaillait elle aussi dans le secteur pétrolier. Le ministre de l'énergie, Rafael Ramírez, a pris la tête de PDVSA. Sa double fonction devrait favoriser un renforcement du contrôle du gouvernement sur l'entreprise, en lui permettant notamment d'utiliser certains de ses revenus pour des projets sociaux extrabudgétaires. « La nouvelle PDVSA sera un instrument au service des objectifs

stratégiques que se propose l'Etat vénézuélien » a déclaré le nouveau président du groupe.

Le président Hugo Chávez a réalisé un voyage en Espagne, avant de continuer, mercredi 24, vers la Libye. La visite a été l'occasion de sceller une « alliance progressiste » avec le chef du nouveau gouvernement espagnol, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero et de poser les bases d'échanges commerciaux entre les entreprises des deux pays. Les déclarations de l'actuel ministre espagnol des affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, reprochant à l'ancien premier ministre José Maria Aznar, du Parti populaire, d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat d'avril 2002 contre le président vénézuelien ont déclenché une violente polémique au sein du monde politique espagnol. Le président Chávez a de son côté appuyé les dires du ministre.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.